

Les infos

Vendredi 21 octobre 2011



SECOND EFFET KISS COOL

La discussion sur la fumeuse prime Sarko, à peine achevée le 24 octobre, la direction recevra dès le lendemain l'ensemble des syndicats représentatifs pour ouvrir le bal de la négociation annuelle sur les salaires. Dans le contexte que chacun connaît, la discussion risque d'être tendue ... d'autant plus que l'examen des traditionnelles statistiques rappelle cruellement que l'évolution du pouvoir d'achat n'est pas garantie par l'«esprit d'équipe»... la direction préfère l'individualisation du salaire en laissant à la négociation collective, la portion congrue de l'évolution des salaires. Par ailleurs, en 10 ans, le variable (hors bonus) est passé de 32 millions à plus de 100 millions d'euros en 2011. Record historique ! Ces 3 dernières années, l'enveloppe a augmenté de 10 millions chaque année ! Tandis que la mesure salariale a très difficilement atteint l'an dernier près de 17 millions d'euros ... au global (+1% avec un mini de 500 €). Suite la semaine prochaine.

LA SAIGNÉE

Comme les médecins de Molière pratiquaient la saignée pour soigner le malade, la schizophrénie qui agite la planète politique persiste à nous enfoncer un peu plus dans la crise. Ainsi, les banques françaises devraient être recapitalisées pour faire face, mais elles ne peuvent l'être par un État dont les caisses sont vides et qui risque de perdre son triple A, et elles ne peuvent non plus recourir aux marchés qui n'ont plus

confiance, perte de confiance motivée justement par la dette de l'État, etc... Étrange ressemblance où l'on se dit que ce que disent les Grecs a du sens : *si nous ne résistons pas et qu'on nous impose cette saignée, ce sera votre tour après*. Quel crédit accorder à ces descendants de Diafoirus ? Comment par exemple, le « besoin » de recapitaliser les banques françaises est-il devenu un impératif exigé par la commission européenne et le gouvernement français ? Quelles sont les motivations de l'agence Moody's qui vient de mettre sous surveillance la note de la France, quelle légitimité à prononcer cette décision, pourquoi les dettes publiques, pour la plupart souscrites par les États, directement ou indirectement, sont elles soumises à cette évaluation, si ce n'est par la seule volonté des États ? La CGT a souligné depuis longtemps la nécessité de s'affranchir de la pression des marchés financiers, en prenant des mesures énergiques de réglementation. Pour l'instant, c'est tout juste si les ventes à découvert ont été « suspendues », même pas interdites et que la commission européenne « envisage » d'interdire la notation des pays de la zone euro sous assistance... comme dans le théâtre de Molière, il règne un parfum de fin de règne !

ÉLECTROCON

Figurez-vous que la DG a décidé d'une action de suivi pour accélérer le traitement des dossiers dans les PSC... il faut dire que les brillantes initiatives de BDDF pour maximiser les gains de productivité ont eu les résultats escomptés, et notamment un retard quasi permanent qui rend les clients de plus en plus mécontents. L'annonce de ce suivi est l'occasion d'un rappel à l'ordre d'un quidam du PSC de Paris Bercy. Menaçant, il s'insurge que « ses recommandations sur l'impérieuse nécessité » n'aient pas empêché que « le taux ressorte à 17% contre 13% en août », ce qui requiert un électrochoc, électrochoc toi-même !



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT